

UDC 930.85(4-12)

YU ISSN 0350-7653

SERBIAN ACADEMY OF SCIENCES AND ARTS
INSTITUTE FOR BALKAN STUDIES

BALCANICA

XXXIX (2008)

ANNUAL OF THE INSTITUTE FOR BALKAN STUDIES

Editor

DUŠAN T. BATAKOVIĆ

Editorial Board

FRANCIS CONTE (Paris), DIMITRIJE DJORDJEVIĆ (Santa Barbara),
DJORDJE S. KOSTIĆ, LJUBOMIR MAKSIMOVIĆ, DANICA POPOVIĆ,
GABRIELLA SCHUBERT (Jena), BILJANA SIKIMIĆ, ANTHONY-EMIL
TACHIAOS (Thessaloniki), NIKOLA TASIĆ (Director of the Institute for Balkan
Studies), SVETLANA M. TOLSTAJA (Moscow)

BELGRADE
2009



Slobodan Jovanović
(Slobodan Yovanovitch)

SUR L'IDÉE YOUGOSLAVE : PASSÉ ET AVENIR (1939)

A l'occasion du cinquantenaire de sa mort en exil à Londres, 1958–2008

Slobodan Jovanović [Slobodan Yovanovitch] (né à Novi Sad le 3 décembre 1869 – mort à Londres le 12 décembre 1958) est l'un des plus éminents historiens et juristes de la Serbie et de la Yougoslavie royale. Fils du chef des libéraux de Serbie, Vladimir Jovanović (1833–1922), il est le premier Serbe à porter le prénom de Slobodan (Liberté). Sa famille s'installe à Belgrade en 1872. Éduqué en Serbie, en Allemagne et en Suisse (après son diplôme à la faculté de Droit de Genève en 1890, il fait une année de spécialisation à la faculté de Droit de Paris), il passe quelques années au service du Royaume de Serbie en tant que diplomate, avant d'enseigner à partir de 1897 le droit constitutionnel à la faculté de Droit de la Grande Ecole de Belgrade (qui deviendra en 1905 l'Université de Belgrade). Durant les quatre décennies suivantes, Slobodan Jovanović écrit une vingtaine de monographies sur l'histoire de la Serbie au XIX^e siècle ainsi qu'une dizaine d'ouvrages et des essais sur la théorie du droit, la sociologie politique et même l'histoire littéraire.¹ Tout au long de sa carrière universitaire, Jovanović essaie d'apporter

¹ Jovanović publiait les ouvrages suivants : *O suverenosti* [Sur la souveraineté] (Belgrade 1897) ; *O dvodomnom sistemu* [Sur le système bicamérale] (Belgrade 1899) ; *Velika narodna skupština* [La Grande Assemblée Nationale] (Belgrade 1900) ; *Srpsko-bugarski rat. Rasprava iz diplomatske istorije* [La guerre serbo-bulgare. Etude de l'histoire diplomatique] (Belgrade 1901) ; *Svetozar Marković* (Belgrade 1903) ; *Osnovi pravne teorije o državi* [Introduction à la théorie de droit d'Etat] (Belgrade 1906) ; *Osnovi javnog prava Kraljevine Srbije I–II* [Introduction à la loi public de la Royaume de Serbie] (Belgrade 1907–1909) ; *Machiaveli* [Machiavelli] (Belgrade 1907) ; *Političke i pravne rasprave. I–II* [Les études politiques et juridiques] (Belgrade, 1908–1910) ; *Ustavobranitelji i njihova vlada* [Constitutionalistes et leur gouvernement] (Belgrade : Académie Royale Serbe, 1912) ; *Univerzitetsko pitanje* [Question de l'Université] (Belgrade 1914) ; *Vodji francuske revolucije* [Les leaders de la Révolution française] (Belgrade 1920) ; *O državi* [Sur l'Etat] (Belgrade 1922) ; *Druga vlada Miloša i Mihaila* [La deuxième règne de

un éclairage sur les phénomènes qui se produisent alors dans la société serbe en pleine mutation et de décrire, de façon critique et objective, les événements marquants des grandes étapes de l'histoire moderne de la Serbie. Jovanović a rarement publié ces études ou articles en langues étrangères, à l'exception d'une esquisse biographique de Pašić publiée en 1936 à Londres, car ses ouvrages visaient avant tout le public serbe ou plus largement yougoslave.

Spécialiste de la vie politique et des mentalités dans la Serbie de son époque, Jovanović se distingue non seulement par une analyse précise et complète des conditions sociales, du cadre juridique et des circonstances politiques, mais aussi par des portraits vivants d'hommes politiques, souvent flamboyants et controversés, des premiers notables (*voïvodes*) de la Révolution serbe sous Karageorges en 1804 jusqu'aux derniers souverains de la maison des Obrenović (Obrenovitch) en 1903. Ses portraits historiques, qui font montre d'une analyse psychologique et sociale approfondie, d'hommes politiques tels que son père Vladimir Jovanović, le chef des progressistes Stojan Novaković, les leaders des radicaux Nikola Pašić et Milovan Dj. Milovanović, ainsi que la biographie tragique du colonel Dragutin Dimitrijević Apis, le redoutable chef de l'organisation secrète « La main

Miloch et Michel Obrenovitch] (Belgrade 1923) ; *Ustavno pravo Kraljevine Srba, Hrvata i Slovenaca* [Le droit constitutionnel du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes] (Belgrade 1924) ; *Vlada Milana Obrenovića. I-II* [La règne de Milan Obrenovitch] (Belgrade 1926-1927) ; *Vlada Aleksandra Obrenovića I-II* [La règne d'Alexandre Obrenovitch] (Belgrade 1929-1931) ; *Iz naše istorije i književnosti* [Sur notre histoire et littérature] (Belgrade 1931) ; *Iz istorije političkih doktrina* [De l'histoire des doctrines politiques] (Belgrade 1935) ; *Poratna država* [L'Etat d'après guerre] (Belgrade 1936) ; *Gledston* [Gladstone] (Belgrade 1938) ; *Američki federalizam* [Le fédéralisme américain] (Belgrade 1939) ; *Primeri političke sociologije. Engleska, Francuska, Nemačka 1815-1914* [Exemples de la sociologie politique. Angleterre, France et Allemagne, 1815-1914] (Belgrade 1940) ; *O totalitarizmu* [Sur le totalitarisme] (Paris 1952).

Ses œuvres posthumes sont : *Moji savremenici* [Mes contemporains] (Windsor, Canada 1961) ; *Jedan prilog za proučavanje srpskog nacionalnog karaktera* [Une contribution à l'étude du caractère nationale serbe] (Windsor, Canada 1964) ; *Zapisi o problemima i ljudima, 1941-1944* [Notes sur les problèmes et les hommes, 1941-1944] (Londres 1976).

En 1939/1940 ses *Œuvres complètes* furent publiées en 17 volumes par la maison d'édition Geca Kon à Belgrade. La réédition des *Œuvres complètes* en 12 volumes, mais avec des textes supplémentaires, fut publiée à Belgrade en 1991 par Beogradski izdavački grafički zavod (BIGZ), Jugoslavijapublik et Srpska književna zadruga (SKZ) sous la direction de Radovan Samardžić et Živorad Stojković. (Cf. plus dans D. T. Bataković, « Naučnik i pisac. U čast *Sabranih dela* Slobodana Jovanovića » [Savant et écrivain. A l'honneur des *Œuvres complètes* de S. Jovanović], *Zadužbina* IV/13 (Février 1991), 1-10).

noire », sont parmi les meilleurs de l'historiographie serbe. Le style littéraire de Slobodan Jovanović reste, même de nos jours, le meilleur exemple du « style belgradois », élégant et vibrant dans ses expressions, très proche du style français.²

Son engagement en faveur des sciences et des valeurs démocratiques, des libertés politiques et du droit à l'autonomie de l'Université le range parmi les plus grands défenseurs des libertés acquises dans la vie politique serbe, au début du XX^e siècle, quand la Serbie devient le pôle de rassemblement de tous les Slaves du Sud. Tout à la fois patriote et cosmopolite, Jovanović défend les valeurs libérales de son père et ses propres convictions démocratiques, comme en témoigne particulièrement bien son dernière ouvrage qui présente une réflexion sur la nation : « Dès que l'homme s'élève un peu au dessus de l'égoïsme national, il lui apparaît clairement que la nation, par elle-même, ne représente pas ce qu'on appelle en philosophie une 'valeur'. Ce sont les idéaux culturels au service desquels elle s'est mise, qui peuvent, seuls, lui en conférer. »³

Célèbre et reconnu dès la parution de ses premiers ouvrages, Jovanović est élu membre correspondant de l'Académie royale serbe (*Srpska kraljevska akademija*) en 1905 et devient académicien en 1908 (promu définitivement en 1911) ; il est également élu membre de l'Académie yougoslave des sciences et des arts de Zagreb (*Jugoslavenska akademija znanosti i umjetnosti*) en 1927. Pendant les guerres balkaniques (1912-1913) ainsi que pendant la Grande Guerre, Slobodan Jovanović dirige le bureau de presse de l'Etat-major de l'Armée serbe. Il participe en tant qu'expert aux travaux de la Conférence de la paix à Paris en 1919. Recteur de l'Université de Belgrade à deux reprises (1913-1914 et 1920-1921), Jovanović préside l'Académie royale serbe (1928-1931). Le roi Alexandre I^{er} Karadjordjević consulte Jovanović lorsqu'il cherche une solution viable pour le système constitutionnel après l'introduction du régime personnel en 1929-1931, bien que ce dernier ne soit pas favorable à la démocratie limitée professée par le roi jusqu'à sa mort en 1934.

Durant la crise croate que traverse la Yougoslavie royale à la veille de la Deuxième Guerre mondiale, Jovanović est président du Club culturel

² Radovan Samardžić, « La langue littéraire serbe et l'influence française à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle », in *Rapports franco-yougoslaves (A l'occasion des 150 ans de l'ouverture du premier consulat français en Serbie)* (Belgrade: Institut d'histoire, 1990), 85-90.

³ Slobodan Jovanović, « Jedan prilog za proučavanje srpskog nacionalnog karaktera », t. 12 des *Oeuvres complètes* (Belgrade : BIGZ, 1991), 573.

serbe (*Srpski kulturni klub*), une organisation d'intellectuels serbes venus de toutes les provinces yougoslaves peuplées par les Serbes. Ce Club, qui jouit d'une influence grandissante dans la vie politique (1937–1941), se prononce en faveur du rétablissement de la démocratie et de la réorganisation de l'État commun en trois unités fédérales regroupant Serbes, Croates et Slovenes.

Après la formation de l'unité fédérale croate le 26 août 1939 (*Banovina Hrvatska*), le Club réclame la création de deux entités supplémentaires, une serbe (englobant plusieurs banovinats à majorité serbe sous le nom de *pays serbes* avec une capitale à Skoplje) et une slovène (*Savska banovina*). Antifasciste et patriote, Jovanović entre comme vice-premier ministre dans le gouvernement du général Dušan Simović, constitué après le putsch du 27 mars 1941, qui renversa le gouvernement précédent dont les représentants, Dragiša Cvetković et Vladko Maček, avaient signé un pacte avec Hitler et les puissances de l'Axe le 25 mars à Vienne.⁴

Historien actif en politique, ayant accumulé une expérience extraordinaire, Slobodan Jovanović s'engage encore une fois, dans la phase finale de sa vie, malgré une situation politique difficile et dans un contexte de relations interethniques très sensibles et complexes, pour servir la cause nationale. Son expertise, son prestige d'intellectuel honnête, lui donnent une place privilégiée parmi les nombreux hommes politiques exilés à Londres à partir de 1941.

Après avoir occupé deux ans le poste de vice-premier ministre du gouvernement yougoslave en exil, Jovanović, sur proposition du roi Pierre II Karadjordjević, devient premier ministre du gouvernement yougoslave royal exilé à Londres (1942–1943). Le général Dragoljub (Draža) Mihailović, chef de la résistance antifasciste royale (*Jugoslovenska vojska u otadžbini*) dans la Yougoslavie démembrée et sous occupation allemande, italienne, bulgare, hongroise et croate, est nommé ministre de la guerre dans son cabinet. En dépit de la guerre civile et du terrible génocide sous le régime pro-nazi des oustachis croates, Slobodan Jovanović reste convaincu que l'État commun des Serbes et des Croates demeure la meilleure solution politique pour leur avenir.

A la fin de la guerre civile, quand, avec le soutien crucial de l'Armée rouge de Staline, le régime communiste s'instaure rapidement en Yougoslavie, Jovanović, profondément déçu par l'ordre politique d'après-guerre, choisit de rester à Londres comme la plupart des ex-ministres. En 1946, les

⁴ Voir aussi Dimitrije Djordjević, « Historians in Politics: Slobodan Jovanović », *Journal of Contemporary History* 8 (1973), 21–40.

autorités communistes de Belgrade le condamnent par contumace à vingt ans de réclusion. A Londres, toujours très actif, Slobodan Jovanović préside, de 1945 jusqu'à sa mort en 1958, le Comité national yougoslave (*Jugoslovenski narodni odbor*), qui réunit des hommes politiques d'avant-guerre et tente, en vain, d'offrir une alternative politique au régime communiste de la Yougoslavie titiste.⁵

En 1950, Jovanović est élu, sur proposition de Paul Bastide, membre de l'Académie des Sciences morales et politiques (de l'Institut) de Paris. Selon certains témoignages, le général de Gaulle, aurait consulté Jovanović, expert reconnu en droit constitutionnel, sur le projet de Constitution de la Cinquième République. Ce fut l'une de ses dernières expertises. Les médias occidentaux, notamment en Grande Bretagne et en France, rendirent hommage à Slobodan Jovanović, savant de renom international et homme politique de premier rang, à l'occasion de sa disparition en 1958.⁶

Les *Œuvres complètes* de Slobodan Jovanović, après avoir été interdites à plusieurs reprises et suscité une série de scandales politiques et une polémique idéologique, furent finalement publiées en 12 volumes en 1991 à Belgrade, dans une Yougoslavie en décomposition politique. Certains ouvrages furent réimprimés à plusieurs reprises, y compris les oeuvres publiées

⁵ La documentation sur Jovanović et son travail à Londres est disponible dans le volume des numéros réimprimés de *Poruka* [Message], la revue politique publiée entre 1950 et 1959 par le Comité national yougoslave. Cf. Jovica Trkulja et Života Lazić, éd., *Poruka. List Jugoslovenskog narodnog odbora. London, 1950–1959 (reprint)* (Belgrade : Službeni Glasnik, 2007).

⁶ Cf. « Le Professeur Slobodan Yovanovitch », *Le Monde*, Paris, le 16 décembre 1958 ; « Slobodan Yovanovich », *The Daily Telegraph*, Londres, le 13 décembre 1958 ; « War-Time Premier of Yugoslavia Dies », *New York Herald Tribune*, Paris, le 15 décembre 1958 ; « Professor Slobodan Yovanovich », *The Sunday Times*, le 21 décembre 1958 ; « Professor Slobodan Yovanovich », *The Times*, Londres, le 22 décembre 1958 ; « E morto il prof. Jovanovic capo degli esiliati jugoslavi », *Il Piccolo*, Trieste, 19 décembre 1958 ; « Death of the former Yugoslav Prime Minister, Professor Yovanovitch », *The Illustrated London News*, le 27 décembre 1958. Une trentaine de journaux et hebdomadaires serbes de diaspora, puis quelques croates et slovènes, ont rendu hommage à Slobodan Jovanović. A Belgrade, une notice sur la mort de ce « criminel de guerre » fut publiée dans le quotidien belgradois *Politika*, où dans un supplément consacré à son soixante anniversaire, le 4 décembre 1939, Slobodan Jovanović avait été célébré comme le plus grand savant du peuple serbe (« Umro Slobodan Jovanović », *Politika*, Belgrade, le 15 décembre 1958). Enterré à Londres, fin décembre 1958, Slobodan Jovanović fut récompensé par la ville de Londres par une plaque mémorial portant l'inscription suivante : « Professor Slobodan Yovanovitch. Serbian historian, literary critic, legal scholar, Prime Minister of Yugoslavia ». La plaque se trouve à l'adresse : 39b Queens Gate Gardens, Kensington.

en 1936. La bibliographie scientifique consacrée à Slobodan Jovanović ne cesse de s'agrandir.⁷ Avant d'être officiellement réhabilité en octobre 2007, Jovanović fut choisi en 2003 pour figurer sur la plus grande coupure de la Banque nationale de Serbie (5 000 dinars)

D. T. Bataković

L'idée yougoslave : Passé et avenir par Slobodan Jovanović

Texte intégral d'une conférence tenue le 4 décembre 1939 au Club culturel serbe. Texte extrait des *Oeuvres complètes* [Sabrana dela], t. 11 (Belgrade : BIGZ, 1991), 567–575.⁸

Le sujet de la conférence de ce soir est l'idée yougoslave : passé et avenir. Quand je dis : passé, je ne pense pas remonter loin en arrière. Je ne parlerai ni du projet yougoslave (*Načertanije*) de [Ilija] Garašanin (1844), ni de la politique yougoslave du Prince Michel [Obrenovitch] (1860–1868) et du Roi Pierre [Karageorgevitch] (1903–1914), ni des opinions yougoslaves

⁷ Radovan Samardžić, « Slobodan Jovanović. Istoričar kao pisac », *Pisci srpske istorije*, vol. III (Belgrade : Prosveta, 1986), 185–207; idem, « Slobodan Jovanović. Delo i pisac », *Pisci srpske istorije*, vol. IV (Belgrade : Prosveta & Tersit, 1994), 109–161 (= « Umesto pogovora », *Sabrana dela Slobodana Jovanovića*, vol. 12, t. II: *Iz istorije i književnosti* (Belgrade 1991), 673–718); Aleksandar Pavković, « The State and the Individual in Slobodan Jovanović's *Država* », *Balcanica XX* (1989), 305–328; *Delo Slobodana Jovanovića u svom vremenu i danas*, éd. Stevan Vračar (Belgrade : Pravni fakultet, 1991); *Slobodan Jovanović : An Unsentimental Approach to Politics* (Boulder–New York : Columbia University Press, East European Monographs 371, 1993); Ljubiša M. Despotović et Radivoj Stepanov, *Sociologija demokratije : Slobodan Jovanović kao afirmator političke sociologije* (Novi Sad, Belgrade: Prometej & Tersit, 1996); *Slobodan Jovanović u emigraciji : razgovori i zapisi* (Belgrade : Službeni list SRJ – Dosije, 1993); Miodrag Jovičić, *Slobodan Jovanović. Ilustrovana monografija* (Belgrade : Vajat, 1997); *Slobodan Jovanović – ličnost i delo. Zbornik radova sa naučnog skupa održanog od 17. do 20. februara 1997* [Slobodan Jovanović – sa personnalité et son œuvre. Recueil des travaux de la conférence scientifique organisée du 17 au 20 février 1997], éd. Miodrag Jovičić (Belgrade : SANU, Naučni skupovi vol. 90, Odeljenje društvenih nauka vol. 21, 1998); Dragan Subotić, *Slobodan Jovanović u egzilu 1941–1958 : liberal i (ili) konzervativac? Istorijski i pravno-politikološki prilozi za bio-bibliografiju*, vol. 1, *Godine učenja i sazrevanja : 1869–1941*, vol. 2, *Uvod, prolog i epilog nacionalne tragedije srpstva u XX veku : 1941–1958* (Belgrade : Institut za političke studije, 2000); Nebojša A. Popović, *Slobodan Jovanović i jugoslovenska država* (Belgrade : Institut za savremenu istoriju, 2003); *Slobodan Jovanović – život i delo* (Belgrade : Srpska liberalna stranka, 2006).

⁸ Une version plus courte de ce texte fut publiée à Paris dans la revue *Dialogue* 2/7–8 (1993).

de J[osip].J. Strossmayer et de F[ranjo]. Rački. Je commencerai par un passé beaucoup plus proche de nous, la Conférence de la paix de 1919.

Lors de cette conférence, où il fut question de reconnaître, dans les limites du possible, le droit à l'autodétermination des peuples, Serbes et Croates exprimèrent le désir de vivre ensemble dans un même Etat. Ils ne revendiquaient pas, alors, un territoire étatique propre à chacun d'entre eux. C'est ainsi que, grâce à leur entente, notre Etat [Royaume de Yougoslavie, jusqu'à 1929 Royaume des Serbes Croates et Slovènes] fut créé dans ses frontières actuelles.

Quand, après la Conférence de la paix, fut abordée la question de l'organisation de l'Etat commun, Serbes et Croates entrèrent très vite en conflit. Les Serbes traitaient les Croates de fédéralistes, et les Croates les Serbes de centralistes. En fait, si les Croates étaient tous, déjà à l'époque, des adversaires du centralisme, ils n'étaient pas pour autant tous des partisans du fédéralisme. Seuls, les partis représentant le *banovina* étaient fédéralistes, au sens propre du terme. Les Croates du littoral se satisfaisaient de l'autonomie prévue dans la déclaration de Corfou (1917). En revanche, le Parti paysan [croate] de S[tjepan]. Radić ne se contentait pas d'une fédération. Il voyait la communauté étatique des Serbes et des Croates comme un Etat basé sur une relation contractuelle entre deux peuples souverains, relation si lâche que les Serbes pouvaient vivre dans une monarchie et les Croates dans une république. Par la suite, les Croates, en lutte contre le centralisme, tombèrent tous d'accord sur un programme commun fédéraliste qui réclamait pour le peuple croate plus que l'autonomie.

Le centralisme serbe était le fruit d'une idéologie prônée non par les partis et les hommes politiques de Serbie mais par les « Yougoslaves ». Il faut entendre par là un groupe d'hommes politiques serbes et croates, originaires de la monarchie habsbourgeoise, qui avaient acquis la conviction que Serbes et Croates n'avaient pas d'avenir s'ils ne formaient pas une communauté nationale stable. Aussi devaient-ils oublier tout ce qui, par le passé, les avait divisés s'ils voulaient exister en tant que peuple libre. Les Yougoslaves estimaient que non seulement Serbes et Croates avaient absolument besoin d'un Etat commun mais encore que celui-ci devait être centralisé. Il leur semblait que, sans centralisme, il n'y a ni unité étatique, ni unité nationale. Ils étaient dans l'erreur. Une fédération — et c'est là la différence entre une fédération et une confédération — a une unité étatique, car il n'existe qu'une seule souveraineté, celle de l'Etat fédéral. Quant à l'unité nationale, même si l'on croyait que Serbes et Croates appartiennent à un seul et même peuple — ce que contestent aujourd'hui les Croates — il n'en découlait pas pour autant que leur Etat commun ne puisse être fédéral. Le présent et le passé proche nous donnent des exemples d'Etats organisés selon une ligne

fédérale, malgré leur unité nationale incontestable : tels, l'Empire allemand à partir de 1871, les Etats-Unis d'Amérique.

Le centralisme prôné par les hommes politiques yougoslaves fut adopté. Ce n'était pas celui de tous les hommes politiques de Serbie, mais celui de ceux dont dépendait la résolution de la question constitutionnelle. Les hommes politiques de Serbie croyaient que le fédéralisme était dangereux pour l'unité étatique. En luttant, pendant des siècles, pour leur indépendance, les Serbes avaient acquis un véritable culte du concept d'Etat, et il suffisait de leur dire que le fédéralisme pouvait mettre en question l'unité étatique pour qu'aussitôt ils devinssent ses adversaires. Mais il ne faut pas perdre de vue que c'est les Yougoslaves qui lancèrent cette lutte contre le centralisme, les Serbes ne firent que leur emboîter le pas. Il est tout aussi erroné de parler d'une hégémonie serbe. Ces vingt dernières années [1919-1939], les Serbes ont eu, il est vrai, une influence prépondérante au sein du gouvernement ; ils ont, cependant, dirigé le pays selon une idéologie yougoslave et non pas grand-serbe. Aussi serait-il peut-être plus juste de parler d'une hégémonie yougoslave.

Il est difficile de dire si, dans l'affrontement entre le centralisme serbe ou, plus exactement, le centralisme yougoslave et le fédéralisme croate, c'est le centralisme yougoslave qui poussa les Croates à être plus fermes sur leurs positions qu'ils ne le pensaient au départ, — ou si, au contraire, c'est le fédéralisme croate qui incita les Yougoslaves à être plus farouches dans leur centralisme qu'ils ne l'imaginaient *a priori*. Mais il est certain que cet affrontement entre Yougoslaves et Croates attisait le centralisme des uns et le fédéralisme des autres.

Il s'avéra rapidement que les Yougoslaves avaient tort de vouloir réaliser très vite leur idéal, à savoir, créer chez les Croates et les Serbes une conscience nationale commune qui servirait de support à leur Etat commun. Or, cette conscience nationale commune avait à peine pénétré les cercles de l'intelligentsia serbe et croate et n'avait pas encore gagné les larges masses du peuple. Au lieu de laisser l'assimilation nationale des Serbes et des Croates se faire avec le temps, les Yougoslaves en vinrent à l'idée de l'accélérer par la force du pouvoir étatique. Si, auparavant, ils avaient soutenu que l'unité nationale devait être le support de l'Etat commun des Serbes et des Croates, désormais, ils affirmaient le contraire, cet Etat devait créer son unité nationale.

Au départ, ils espéraient que la yougoslavisait des masses serbes et croates pourrait s'effectuer à l'aide du centralisme administratif. Le succès fut maigre. Les Yougoslaves ne comprenaient pas que ce manque de résultat provenait du fait que le pouvoir étatique était utilisé pour des choses pour lesquelles il n'est pas fait, à savoir, modifier des sentiments nationaux. Ils se leurrèrent en pensant que cette absence de réussite n'était due qu'à la

faiblesse de la pression exercée par les autorités étatiques. Ils insistèrent pour que cette pression soit renforcée, et ainsi on passa d'un centralisme administratif ordinaire à un système de gouvernement, qu'on appelait, dans la Serbie d'avant-guerre, régime personnel. Au départ, dissimulé, déguisé, le régime personnel se transforma en une dictature manifeste.

Cette dictature était totalement inspirée par l'idéologie yougoslave. Elle changea le nom de l'Etat et proclama, à la place du royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes, le royaume de Yougoslavie. C'était, d'une certaine manière, une tentative faite pour donner vie, par un oukase, à l'idée yougoslave. Les nationalismes serbe et croate n'étaient plus reconnus, seul le nationalisme yougoslave, nouvellement forgé, l'était. La guerre fut déclarée aux partis serbes et croates. On déclarait qu'ils s'appuyaient sur une base tribale étroite et qu'ils devaient disparaître pour laisser la place à de nouveaux partis qui n'auraient pas une optique exclusivement serbe ou exclusivement croate mais une vision générale, yougoslave. En supprimant, à l'époque du centralisme, l'autonomie des provinces, en poursuivant, à l'époque de la dictature, les partis nationaux, l'idée yougoslave se détacha de plus en plus de la réalité sociale. C'était, désormais, une pure abstraction qui n'avait que l'énergie que pouvait lui fournir l'appareil d'Etat.

Quel fut le résultat final de la dictature yougoslave ? Elle voulait, avant tout, créer un nationalisme yougoslave qui devait remplacer les nationalismes serbe et croate. Et, de fait, apparurent, sur l'invite des autorités, de « véritables » Yougoslaves, des Yougoslaves « intégraux », des Yougoslaves « cent pour cent », qui, soi-disant, comprenaient mieux la Yougoslavie nouvellement créée et qui lui étaient plus sincèrement dévoués que ne l'étaient les Serbes et les Croates qui avaient encore du mal à renoncer à leur appellation nationale. C'était une nouvelle sorte de Yougoslaves, les Yougoslaves d'après-guerre. Les Yougoslaves d'avant-guerre étaient Yougoslaves à une époque où c'était dangereux ; les Yougoslaves d'après-guerre, eux, n'apparurent qu'à une époque où l'on récompensait le yougoslavisme. Parmi eux, il y avait des membres des minorités ethniques pour lesquels l'idée yougoslave était la bienvenue pour masquer leur manque de patriotisme serbo-croate. Il y avait, aussi, des individus qui, auparavant, du temps de la monarchie habsbourgeoise, s'étaient montrés de mauvais Serbes ou de mauvais Croates et qui, dorénavant, s'empressaient de faire amende honorable en affichant un yougoslavisme qui ne demandait plus aucun sacrifice. Enfin, dernière catégorie de Yougoslaves d'après-guerre : ceux qui n'étaient pas tant séduits par l'idée yougoslave que par les méthodes dictatoriales. De même que des Yougoslaves sincères avaient opté en faveur de la dictature uniquement par souci de sauver l'idée yougoslave, de même des hommes de droite convaincus s'enthousiasmaient pour le yougoslavisme, y trouvant un prétexte à la dictature. Ces trois catégories constituaient la majeure partie

des Yougoslaves d'après-guerre. De toute évidence, ils ne pouvaient rendre l'idée yougoslave chère à qui que ce soit. Bien au contraire!

Voyons maintenant quelle fut la réussite de la guerre menée par la dictature aux partis serbes et croates. Elle ne donna jamais les mêmes résultats en Serbie et en Croatie. En Serbie, elle eut plus de succès qu'en Croatie. Les partis serbes étaient des partis politiques ordinaires, adaptés à la lutte électorale et au travail parlementaire. Quand la dictature supprima les élections et dissout l'Assemblée nationale, les partis serbes perdirent leur terrain d'action. Ils étaient comme un magasin à qui il est interdit d'entrer en relation avec le public. Cette cessation forcée d'activité ne détruisit pas les partis serbes mais elle les mit hors jeu, les désorienta et les affaiblit. En Croatie, au contraire, il n'existait pas de partis au sens habituel du terme. Tous les partis y fusionnèrent en un grand mouvement national. La dictature était totalement incapable de casser ce mouvement. On dit, avec un peu d'exagération sans aucun doute, que la dictature désorganisa les partis serbes et renforça le mouvement croate. C'est la raison pour laquelle, quand, récemment, on signa un accord entre Serbes et Croates, les Croates le firent unis, les Serbes divisés.

Pour terminer l'inventaire de toutes les conséquences qu'eut la dictature dans le domaine de la politique yougoslave — les autres ne nous intéressent pas ici — il faut encore signaler que, en dernier ressort, la dictature porta plus préjudice à l'idée yougoslave qu'elle ne lui profita. Celle-ci fut entraînée dans le tourbillon de la politique intérieure. Elle fut assimilée à un régime particulier, le régime personnel qui ne fut jamais populaire parmi les Serbes. Ces derniers le supportèrent un certain temps croyant que c'était nécessaire pour résoudre la question croate ; mais, quand ils virent que celle-ci n'était toujours pas résolue, ils se demandèrent : A quoi sert ce régime qui non seulement n'a pas supprimé les causes du mécontentement en Croatie mais encore a suscité l'insatisfaction en Serbie ?... A la veille de la guerre de 1914, l'idée yougoslave unissait Serbes et Croates ; pendant la dictature, elle alla jusqu'à diviser les Serbes : liée au régime personnel, chaque jour, elle voyait s'ajouter à ses propres adversaires de plus en plus d'opposants au régime personnel.

*

Il était à prévoir que, du fait des liens étroits tissés entre le régime personnel et l'idée yougoslave, chaque crise du régime personnel susciterait aussi une crise de l'idée yougoslave. Dès lors, il n'est pas étonnant de voir aujourd'hui les stigmates de ces crises du régime personnel et de l'idée yougoslave. Laissons de côté la crise du régime personnel et tenons en nous uniquement à la crise de l'idée yougoslave. Elle existe en Serbie comme en Croatie, ou elle prend une forme plus aiguë d'ailleurs qu'en Serbie. Aujourd'hui, alors qu'en

Croatie est venu le temps d'un nouveau « souffle national », comme on disait autrefois, cet élan national n'est pas dirigé uniquement contre les Serbes mais aussi contre les Yougoslaves, et, dans certaines régions, plus contre les Yougoslaves que contre les Serbes. Au point qu'hier, lors d'une réunion ici même, un Serbe de Serbie du Sud, d'orientation yougoslave et non grand-serbe, dit : « Il y a un paradoxe dans notre pays, les Yougoslaves ne sont nulle part aussi mal vus que dans la patrie de Strossmayer et de Rački. » Ces propos datent d'hier et nous lisons, aujourd'hui, dans les journaux, qu'un des membres les plus éminents de l'Académie yougoslave de Zagreb a proposé d'appeler à l'avenir cette institution non plus l'académie yougoslave mais l'académie croate. Cela montre que la crise de l'idée yougoslave se fait sentir dans les sommets mêmes de l'intelligentsia croate.

Il existe donc une crise du yougoslavisme, c'est indiscutable. La question est : comment y remédier ? Tout d'abord, il faut séparer l'idée yougoslave du régime personnel. Ce régime n'était qu'un moyen de la réaliser : il s'est avéré que cette méthode n'était pas la bonne, mais il ne faut pas rejeter pour autant le yougoslavisme. Ceci dit, existe aussi l'aspiration inverse, à savoir, abandonner l'idée yougoslave à son sort et sauver le régime personnel, moyen le plus rapide, dit-on, pour créer un accord entre Serbes et Croates. Si un accord devait être associé au régime personnel, nous craignons qu'il ne subisse le même sort que l'idée yougoslave quand elle a été liée à ce régime. N'oublions pas que l'idée de l'unité yougoslave et d'un accord entre Serbes et Croates sous-entend une conception de la liberté qui exclut un régime personnel.

Mais il ne suffit pas de séparer l'idée yougoslave du régime personnel. Il faut, de plus, expliquer à nouveau son sens véritable qui, au fil du temps, a été oublié. Machiavel dit quelque part que le mieux est de ramener un État en crise à son principe originel, à son postulat premier. Si l'on suit ce conseil, il faut ramener l'idée yougoslave à son point de départ. En d'autres termes, il faut se souvenir de ce qu'elle signifiait pour les Serbes et les Croates à la veille de la guerre de 1914, quand ils partageaient les mêmes convictions. Aujourd'hui, beaucoup de jeunes gens estiment que ce vieux yougoslavisme, celui d'avant la guerre, était un joli rêve, sentimental et naïf, un rêve de fraternité entre Serbes et Croates que les faits ont réfuté. Les apparences sont trompeuses. L'idée yougoslave était le fruit d'une grande misère nationale, elle contenait beaucoup plus de réalisme politique qu'on ne le pense aujourd'hui. Souvenons-nous seulement dans quelle situation se trouvaient, à la veille de la guerre de 1914, d'une part les Croates, d'autre part les Serbes. Les Croates craignaient de ne pas être en mesure de défendre l'autonomie qu'ils avaient acquise face aux attaques incessantes et systématiques du gouvernement hongrois. Leur région autonome risquait de devenir une prov-

ince hongroise comme les autres. Un conflit sans merci avec les Hongrois était imminent, et, dans cette optique, l'aide des Serbes leur était précieuse.

Tournons-nous maintenant du côté serbe. Sous le règne du Roi Pierre I^{er}, les Serbes comprirent qu'ils ne pouvaient s'agrandir. L'Autriche ne le leur permettait pas. Sous le règne des Obrenovic, elle ne nous laissa pas traverser la Drina mais nous permit passer dans la vallée du Vardar. Puis, elle reprit cette vallée, gardant ce territoire des Balkans pour le donner, en partie, à la Bulgarie, en partie, à l'Albanie. Après la crise de l'annexion, un des hommes politiques autrichiens les plus conciliants, Bernreither, vint à Belgrade pour examiner les conditions d'un accord serbo-autrichien. Il assura que l'Autriche était prête à garantir les frontières que nous avons, et, peut-être, à nous accorder un traité commercial avantageux, mais qu'elle ne pouvait soutenir notre expansion territoriale. Nous devons rester une « petite Serbie », coincée entre l'Autriche et la Bulgarie, sans débouché sur la mer, sans indépendance économique, ne disposant que d'une indépendance politique formelle. De même que, pour les Croates, une lutte sans merci avec les Hongrois était imminente, de même, pour les Serbes, un conflit avec la monarchie habsbourgeoise s'annonçait ; de même que l'aide serbe était précieuse pour les Croates, de même l'aide croate était précieuse pour les Serbes. L'idée yougoslave n'était rien d'autre que la conscience de la nécessité d'une coopération politique entre Serbes et Croates. Ce qui s'accompagnait, sans aucun doute, comme d'habitude chez les Serbes et les Croates, d'une bonne dose de sentimentalité. Mais, les Serbes, comme les Croates, avaient une représentation tout à fait exacte de leurs intérêts politiques.

Voilà ce qu'il en était avant la Guerre de 1914. Les circonstances ont-elles changé, après la guerre, au point que Serbes et Croates pourraient se dissocier ? Sont-ils maintenant sûrs de leurs acquis au point de pouvoir vivre les uns sans les autres ?

Voyons d'abord quelle serait la situation de la Serbie si la Croatie s'en était séparée. Elle aurait perdu la plus grande et la plus importante partie du littoral adriatique. Sa position sur la mer adriatique serait plus faible que celles de la Croatie et de l'Albanie. La Serbie serait plus ou moins comme avant la guerre : le seul Etat continental dans les Balkans. Il faut songer aussi que la Croatie, séparée de nous, pourrait entrer, contre son gré, dans la sphère d'influence d'une grande puissance qui ne serait pas bien disposée à notre égard. Si nous prenons tout ceci en compte, alors à ceux qui disent : « Avec les Croates, c'est la catastrophe ! » il faut répondre : « Sans les Croates, ce serait pire ! »

Mais la situation des Croates ne serait pas non plus facile. Leur Etat indépendant, par ses dimensions, même s'il comprenait tout ce qui entre dans la composition de l'actuel *banovina* de Croatie, serait un petit Etat. L'époque actuelle n'est pas favorable aux Etats de moyenne taille et encore

moins à ceux de petite taille. Petit Etat, la Croatie aurait à tenir sur la mer adriatique des positions très importantes sur le plan international. Pense-t-elle qu'elle pourrait les conserver ? Unis, comme nous le sommes à présent, nous avons du mal à y installer une défense forte. Les Croates, aujourd'hui, se réjouissent d'avoir réalisé ce qui était leur souhait depuis des siècles : avoir réuni le littoral et le *banovina*. Mais qu'ils se posent la question : comment y sont-ils parvenus ? Sur le champ de bataille ? Lors d'une conférence diplomatique ? Non, ni sur le champ de bataille, ni lors d'une conférence diplomatique, mais par le biais d'un accord avec les Serbes dans le cadre de la Yougoslavie. Aussi doivent-ils préserver la Yougoslavie ! Elle leur est tout aussi nécessaire qu'à nous.

En conséquence, quel que soit l'angle sous lequel on considère les choses, il apparaît que les raisons qui, avant la guerre de 1914, dictaient aux Serbes et aux Croates d'unir leurs forces, existent toujours. La situation ne s'est pas modifiée ; ou, si elle a changé, c'est en pire et non en mieux. Croates et Serbes n'ont plus à se battre contre une vieille monarchie sur le déclin comme l'était l'Autriche avant la guerre, mais à compter avec des éléments dont la vitalité est beaucoup plus grande et les besoins d'expansion beaucoup plus forts. La question n'est pas : Voulons nous, nous, Serbes et Croates, vivre ensemble ? Mais : Y sommes-nous contraints ? Du côté croate, on entend de temps à autre qu'il est inutile de chercher à démontrer que Serbes et Croates sont un seul et même peuple puisque les Croates ne le ressentent pas ainsi... Ni nous ne discutons l'importance de la subjectivité, ni ne nions qu'il faille en tenir compte dans la pratique politique. Mais, si les sentiments subjectifs sont une chose importante, les situations objectives le sont encore plus. Que Serbes et Croates se perçoivent comme un seul et même peuple ou non, leur situation objective est telle que, les uns sans les autres, ils ne peuvent préserver leur liberté nationale.

Dans ces conditions, se pose la question suivante : Que faire ? Je laisse de côté le cas des Croates, — je ne suis pas qualifié pour leur donner des conseils, — mais en tant que Serbe, je pense avoir le droit de dire ceci aux Serbes. Nous devons comprendre que nous devons remplir une double tâche. Premièrement, nous devons défendre le serbisme. Alors qu'une unité ethnique croate se dessine, nous devons aussi fatalement tracer un ensemble ethnique serbe. Il est absurde d'affirmer que, dans cet Etat, seuls, les Croates ont une conscience nationale, qu'eux seuls ont une histoire, tandis que les Serbes n'auraient ni conscience nationale, ni histoire, qu'ils constitueraient une masse amorphe qui se laisse pétrir à loisir. La question croate pose la question serbe. Les Serbes aussi, en joignant leurs forces, doivent défendre ce qui est leur.

Mais, les Serbes feraient une erreur en pensant que leur tâche consiste seulement à défendre le serbisme. Il leur incombe aussi de se précoc-

cuper de l'ensemble étatique. Absorbés par l'aménagement de leur *banovina*, les Croates ont pratiquement cessé de penser à celui-ci. Ils s'intéressent peu à l'organisation du pouvoir central. Elle leur apparaît soit comme un luxe, soit comme quelque chose dont, seuls, les Serbes auraient besoin pour assurer leur hégémonie. Mais c'est justement parce que les Croates ne voient pas la nécessité d'un pouvoir central fort que, nous, Serbes, devons veiller non seulement aux intérêts de le serbisme mais aussi aux droits du pouvoir central. Il faut avoir cela présent à l'esprit. Pour que notre Etat commun soit durable, il ne suffit pas d'avoir une dynastie, une armée et une diplomatie communes, encore faut-il avoir aussi un Parlement élu au suffrage universel représentant le peuple de Yougoslavie dans son ensemble, sans tenir compte des différences existantes entre Serbes, Croates et Slovènes. Ces dernières trouveront à s'exprimer dans les parlements locaux : le Parlement central ne doit refléter que ce qui lie Serbes, Croates et Slovènes et non ce qui les sépare. Des parlements de ce type existent en Suisse et aux Etats-Unis, et, de façon générale, dans toutes les fédérations dignes de ce nom. Même un homme d'Etat aussi conservateur que Bismarck, lors de la fondation de l'Empire allemand en 1871, considérait qu'un parlement de ce genre était absolument indispensable pour consolider l'unité allemande.

Les Serbes peuvent-ils prendre sur eux la responsabilité de la double tâche qui vient d'être décrite ? Peuvent-ils défendre à la fois les intérêts de le serbisme et les droits du pouvoir central ? Cela ne signifie-t-il pas que les Serbes ont deux idéaux contradictoires : d'un côté, l'idée nationale serbe, et de l'autre, l'idée d'un Etat yougoslave... Des voix émanant des cercles yougoslaves ont, à plusieurs reprises, souligné que le nationalisme serbe, comme d'ailleurs le nationalisme croate, ne sont absolument pas compatibles avec le yougoslavisme, même quand celui-ci est compris comme une idée étatique et non comme une idée nationale. Nous estimons que tout le problème vient de ce que l'on tient pour certain que l'idée nationale doit toujours concorder avec l'idée étatique : ce qui implique que le nationalisme serbe ne serait admissible que dans un Etat serbe ; dans un Etat yougoslave, au contraire, seul le nationalisme yougoslave serait possible. L'histoire, cependant, nous fournit des exemples qui montrent clairement qu'il n'est pas indispensable que les idées étatique et nationale coïncident totalement. Il est arrivé qu'une nation serve une idée étatique qui la dépasse, et, inversement, qu'un Etat serve une idée nationale qui le dépasse. Le premier cas est celui des peuples de Grande Bretagne. Anglais, Ecossais, Gallois se perçoivent comme étant des peuples différents, pourtant liés par la même idée étatique, celle d'un Etat de Grande Bretagne. Le second cas est illustré par l'histoire du Piémont et de la Prusse au XIXe siècle. Ces deux Etats ont mené, pour une idée nationale plus large que leur idée étatique, une lutte, qui aurait pu les mener à leur perte. Nous avons un exemple semblable dans l'histoire serbe. A par-

tir de la première insurrection, puis sous les règnes du Prince Michel et du Roi Pierre I^{er}, les Serbes ont eu un programme national qui sortait du cadre de leur Etat. Ce programme est réalisé dans la Yougoslavie d'aujourd'hui. Affirmer que l'idée yougoslave ne peut plus exalter les Serbes, alors qu'elle enthousiasmait leur petit Etat d'avant-guerre, si, préalablement, ils ne cessent d'être serbes, est, pour le moins, une assertion étrange.

Pour conclure, la tentative de créer, à l'aide du pouvoir étatique et dans les plus brefs délais, un nationalisme yougoslave qui étoufferait les nationalismes serbe et croate, n'a pas réussi. Mais cela ne doit pas abattre notre foi en l'avenir de l'idée yougoslave. Si celle-ci, en tant qu'idée nationale, s'est heurtée aux obstacles que constituent les nationalismes serbe et croate, cela ne prouve pas qu'elle doive, en tant qu'idée étatique, rencontrer les mêmes difficultés. Est-il possible de mettre au service de l'idée étatique yougoslave les forces importantes que représentent les nationalismes serbe et croate, tout dépend, finalement, de la clairvoyance et de la tolérance dont feront preuve Serbes et Croates, et le fait qu'ils possèdent ou non ces qualités, dépend de leur éducation politique à qui il faut accorder une importance primordiale. Il faut dire aux Serbes et aux Croates que leur salut n'est pas dans un égoïsme et un fanatisme tribal — qui, depuis des siècles, empêchent la création de grands Etats — mais, que leur salut est dans un Etat commun. Organisons celui-ci de façon à ce que Serbes et Croates s'y sentent chez eux, et, dans le même temps, ouvrons leur les yeux sur le fait que, s'ils ne veulent pas vivre ensemble, ils pourraient bien se retrouver sans chez soi. Le nationalisme serbe et le nationalisme croate ne peuvent, par eux-mêmes, nous conduire sur le bon chemin, pour ce faire, ils doivent se lier à l'idée étatique yougoslave, de même que l'idée étatique yougoslave ne peut être suffisamment forte si elle ne se lie pas aux nationalismes serbe et croate.

(Traduction du texte de Jovanović par Muriel Ecuer)

